



Les éditions

Sciences-Campus Info

Programme Emploi jeunes pour l'éducation nationale : 3150 candidatures attendues

Page 8

Politique - Science - Education - Société - Economie - Technologies

Le Quotidien Numérique

du lundi 19 juin 2017
7 Jrs/7

d' Afrique

N°425

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO Téléchargeable

Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant..
Espace spécialement réservé pour vous.

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 15.

Protocole d'accord SATB-gouvernement: Un comité bipartite de suivi de la mise en œuvre installé

Page 9



Madame Hadja Fatimata QUATTARA/SANON au Sommet mondial de la Société de l'Information

Page 5



Réconciliation nationale au Burkina Faso : Un panel pour approfondir le processus démocratique

Page 2



Campagne agricole 2017: les producteurs les plus fragiles subventionnés à hauteur de 17 milliards de F CFA

Page 4



Réconciliation nationale au Burkina Faso : Un panel pour approfondir le processus démocratique

Région du Centre



Les panélistes.

La Coalition pour la Démocratie et la Réconciliation nationale (CODER) a organisé ce samedi 17 juin 2017 à Ouagadougou, un panel autour du thème : « Processus démocratique au Burkina Faso : Bilan, enjeux, défis et perspectives ». Plusieurs communications ont été livrées par des panelistes bien connus de la scène politique burkinabè. L'objectif de ce panel est de tracer les signaux d'une



Une vue des participants.

La suite à la page 3.

SOCIÉTÉ

La suite de la page 2.

réconciliation parfaite mais aussi de voir dans quelle mesure l'on arrivera à renforcer le processus de démocratisation au Burkina Faso.

« **Processus démocratique au Burkina Faso : Bilan, enjeux, défis et perspectives** », c'est sous ce thème que les différentes communications du panel organisé par la Coalition pour la Démocratie et la Réconciliation nationale (CODER) se sont articulés ce samedi 17 juin 2017 au Conseil burkinabè des chargeurs à Ouagadougou.

Abdoulaye SOMA, un des panelistes à commencer sa communication par les principes qui doivent animer les reformes dans toute bonne démocratie. A cet effet, il a fait cas du principe du « conventionnalisme constitutionnel ». Pour lui, les règles qui doivent être prescrites dans la constitution d'un Etat démocratique doivent être négociées et convenues par les composantes essentielles du peuple dans leur ensemble. « En aucuncascesrèglesnepeuventêtre imposées unilatéralement par une famille politique », a-t-il martelé.



Rasmané Ouédraogo, président en exercice de la CODER.



Abdoulaye SOMA, un des panelistes.

L'autre principe, dit-il, est le « consensualisme institutionnel ». Il s'est également prononcé sur la question des reformes à effectuer au Burkina Faso. Il a suggéré que les grandes institutions de la république doivent faire l'objet d'un accord entre les composantes de la société pour être créées ou supprimées. Il a suggéré qu'il y ait des reformes qui « promeuvent » un peu l'équilibre

La suite à la page 4.

SOCIÉTÉ

La suite de la page 3

au niveau de la gouvernance. Sur la question de la sauvegarde de la démocratie au Burkina Faso, Rasmané Ouédraogo, président en exercice de la CODER a fait savoir que l'institution qu'il pilote travaille depuis longtemps dans ce sens. A l'entendre, après la question de la réconciliation qui était la mission phare de la CODER, il faut dire que cette institution travaille aussi à promouvoir la démocratie au Burkina Faso. Dans cette dynamique, la CODER entend contribuer à créer une société burkinabè. « Une société

où la plupart des Burkinabè se reconnaissent. Une société où les Burkinabè dans leur majorité adhèrent malgré leurs différences. Une société où tous les Burkinabè sont effectivement des Burkinabè », a soutenu Rasmané Ouédraogo. Quant à la question de la réconciliation, les membres de la CODER restent cependant convaincu qu'il n'y a pas de solution ni d'issue pour le Burkina Faso sans la réconciliation. Pour Rasmané Ouédraogo : « Quoi qu'on dise, tôt ou tard on va en arriver par là. Peut-être que

nous avons tort d'avoir eu raison tôt. Mais il n'y a pas de solution. Le pays a besoin de tous ses fils pour qu'on puisse gérer au mieux nos difficultés, nos défis, nos challenges qui sont devant nous (...) Chaque seconde perdue est préjudiciable pour la société en manière de cohésion sociale, de mobilisation de toutes les forces et de toutes les compétences pour l'œuvre de l'édification nationale ».

Alfred Sié KAM/Rédaction SCInfo

Brève

Campagne agricole 2017: les producteurs les plus fragiles subventionnés à hauteur de 17 milliards de F CFA

Cette année, il a été mis à la disposition des agriculteurs les plus fragiles, des semences améliorées, des intrants ainsi que des équipements agricoles. Une cérémonie officielle de remise placée sous le patronage du président du Faso, Roch Kabore, a eu lieu samedi 17 juin 2017 à Manga(région du centre sud). La cérémonie de remise à laquelle a assisté une centaine de paysans s'est tenue au stade provincial de Manga

Au total, ce sont 7000 tonnes de semences améliorées, 26 000 tonnes d'engrais ainsi qu'un important lot d'équipements agricoles qui ont été mis à la disposition des paysans les plus vulnérables pour la campagne agricole 2017-2018. Cette subvention,



estimée à 17 milliards de F CFA, concerne les paysans de toutes les 13 régions du Burkina.

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Madame Hadja Fatimata OUATTARA/SANON au Sommet mondial de la Société de l'Information

Suisse



Le Ministre du Développement de l'Economie numérique et des Postes, Madame Hadja Fatimata OUATTARA/SANON, participe du 12 au 16 juin 2017 à Genève en Suisse, au Sommet mondial de la Société de l'Information (SMSI).

Le Ministre du Développement de l'Economie numérique et des Postes, Madame Hadja Fatimata OUATTARA/SANON, participe du 12 au 16 juin 2017 à Genève en Suisse, au Sommet mondial de la Société de l'Information (SMSI). Elle a à ce titre, prononcé un discours et répondu à des questions de la presse internationale sur les avancées enregistrées par le Burkina Faso dans le domaine des TIC.

Cette rencontre de haut niveau se tient sur le thème : « Les sociétés

de l'information et du savoir au service du développement durable » et permettra selon Madame Hadja Fatimata OUATTARA/SANON de « réfléchir sur les voies et moyens pour que chaque habitant de la terre puisse vivre la réalité de la contribution des Télécommunications et des TIC à l'amélioration de la qualité de vie ». Le secteur des télécommunications/TIC constitue indéniablement un véritable facteur de développement pour nos Etats. Et ce thème, combien interpellateur, invite les différents pays participants à travailler à développer des infrastructures y relatives.

A ce sujet, le Ministre du Développement de l'Economie numérique et des Postes a rassuré que « le gouvernement burkinabè conjugue ses efforts avec ceux des opérateurs privés établis afin d'assurer à notre pays une infrastructure adéquate qui va contribuer substantiellement à l'amélioration de la qualité de service ». Répondant à une question relative aux initiatives prises par le gouvernement capables d'impacter le secteur des télécommunications/TIC, Madame Hadja Fatimata OUATTARA/SANON a indiqué qu'« au-

La suite à la page 6

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 5

delà de la veille juridique, le gouvernement, à travers mon département s'est engagé à contribuer à l'amélioration de l'infrastructure » à travers le déploiement d'environ 2000 km de la fibre optique, le déploiement de la téléphonie mobile de quatrième génération (4G) et la mise en place d'une infrastructure de Cloud Gouvernemental (G-Cloud).

Madame Hadja Fatimata OUATTARA/SANON mettra à profit son séjour à Genève, pour plaider la cause du candidat du Burkina Faso au poste de vice-secrétaire général de l'UIT dont les élections auront lieu pendant la prochaine Conférence de plénipotentiaires qui se tiendra du 29 octobre au 16 novembre 2018, à Dubaï, aux Emirats Arabes Unis.

**DCPM/MINISTRE
DEVELOPPEMENT
L'ÉCONOMIE
ET DES** **DU
DE
NUMERIQUE
POSTES**

Mise en œuvre du cadre IFC et test PANDA : Des spécialistes se penchent sur les deux rapports

Région du Centre

Le Ministère de la santé, a organisé en collaboration avec l'ONG « Enfants du Monde », un atelier de restitution et de validation des résultats de l'évaluation de la mise en œuvre du cadre IFC et test de faisabilité du PANDA. Dans le cadre de mise en œuvre de son plan d'accélération de la réduction de la mortalité maternelle et néonatale, le ministère de la Santé, en collaboration avec l'ONG « Enfants du monde », développe depuis 2006 le cadre stratégique de l'OMS dénommé « Collaborer avec les individus, les familles et les communautés pour améliorer la santé maternelle et néonatale » (dit cadre IFC).

Pour rendre opérationnel ce partenariat, les animateurs de IFC et «Pregnancy and Newborn Diagnostic Assessment» (PANDA)



Un atelier de restitution et de validation des résultats de l'évaluation de la mise en œuvre du cadre IFC et test de faisabilité du PANDA.

animent les 15 et 16 juin 2017 à Ouagadougou, un atelier de validation de rapport. La cérémonie a été initiée par le ministère de la Santé en collaboration avec l'ONG « Enfants du monde ». Les objectifs généraux sont : la validation des résultats de l'évaluation de la

phase 2013-2016 du programme IFC, la validation des résultats du test de faisabilité du système PANDA dans le district de Koupéla. Comme objectifs spécifiques, l'on note entre autres, la présentation des résultats de l'évaluation de la phase 2013-2016 du programme

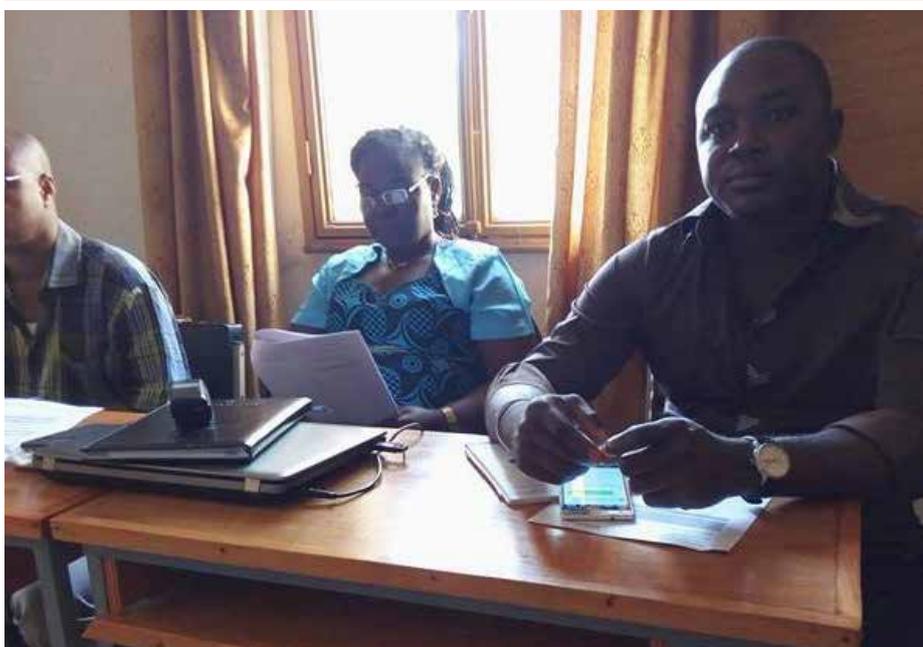
La suite à la page 7

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 6



Les quatre champs prioritaires des DCP sont : le développement des aptitudes, le renforcement des droits, le renforcement de lien et l'amélioration de la qualité des soins.



Pendant les deux jours les participants vont évaluer et valider les résultats de : la phase 2013-2016 du Programme IFC, les résultats du test de faisabilité du PANDA, etc.

IFC, l'amendement des résultats de l'évaluation de la phase 2013-2016 du programme IFC, la définition des actions clés pour l'allègement

de la planification participative et son intégration dans le système de santé, la présentation du système PANDA et le processus de son

expérimentation, l'élaboration d'une feuille de route pour la suite du PANDA au Burkina Faso sur la base des résultats obtenus du test de faisabilité, etc. Les trois actions des diagnostics communautaires participatifs (DCP) : la suppression pure des DCP, allégé et réalisé à l'échelle de la région les DCP, un DCP dans chaque district mais avec moins de foras que dans sa forme actuelle. Les quatre champs prioritaires des DCP sont : le développement des aptitudes, le renforcement des droits, le renforcement de lien et l'amélioration de la qualité des soins. Pendant les deux jours les participants vont évaluer et valider les résultats de : la phase 2013-2016 du Programme IFC, les résultats du test de faisabilité du PANDA, etc.

DCPM/MS

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Programme Emploi jeunes pour l'éducation nationale : 3150 candidatures attendues

Région du Centre

L'hebdomadaire Conseil des ministres s'est tenu ce mercredi 14 juin 2017 sous la présidence du chef de l'Etat, Roch Marc Christian Kaboré. Et voici ce qu'il en ressort, principalement, selon le ministre de la Communication et des relations avec le Parlement, porte-parole du gouvernement, Rémis Fulgance Dandjinou.

Au titre du département en charge de l'Administration territoriale, il a été question de la célébration du prochain 11-Décembre à Gaoua. Le thème qui a été choisi par le Conseil s'intitule : « Diversité culturelle et citoyenneté responsable pour un Burkina Faso solidaire et harmonieux ».

Pour ce qui du ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, le Conseil a autorisé la tenue, les 3 et 4 octobre 2017 à Ouagadougou, de la Conférence des Nations unies sur la drogue et le crime.

Le Conseil a également donné son accord, pour ce qui est du ministère en charge de l'Economie, pour la perception relative à la facture normalisée par la direction générale des impôts.

Au ministère en charge de l'Education nationale, le programme « Emploi jeunes pour l'éducation nationale » prévoit, cette année, le recrutement de 3150 jeunes, âgés de moins de 35 ans, diplômés au moins du Bac+2,



Le porte-parole du gouvernement a, par ailleurs, rapporté le lancement du certificat de qualification professionnelle(CQP).

pour enseigner les mathématiques, les sciences physiques, les sciences de la vie et de la terre et l'histoire géographique.

Selon le ministre de la Communication, la période de recrutement est prévue pour juillet-août, celle de la formation, pour septembre tandis que la phase d'affectation est attendue courant octobre-novembre. Du bilan de l'année passée, l'on apprend que sur la projection des 4200 jeunes, 3519 ont été recrutés.

Concernant le département des Mines, le Conseil a marqué son accord pour la signature d'une convention minière avec la société SEMAFO Boungou SA pour l'exploration d'un gisement dans

la province de la tapoa et ce, sur une période de 7 ans. Aux dires du porte-parole du gouvernement, il est attendu à peu près, 36,5 tonnes d'or avec des recettes estimées à 166 milliards de FCFA tandis que le fonds minier au développement local pourrait avoisiner 7,8 milliards de FCFA.

Le porte-parole du gouvernement a, par ailleurs, rapporté le lancement du certificat de qualification professionnelle(CQP). Au total, 6722 jeunes en sont concernés et les métiers retenus sont au nombre de 10.

DCPM/MCRP

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Protocole d'accord SATB-gouvernement: Un comité bipartite de suivi de la mise en œuvre installé

Région du Centre



Ce comité est composé d'une dizaine de personnes. Au titre du gouvernement, Robert TONDE, conseiller technique du MINEFID.

La secrétaire d'Etat chargée de l'aménagement du territoire, Pauline ZOURE, a procédé, ce mercredi 14 juin 2017, au sein du ministère de l'Economie, des Finances et du Développement, à l'installation du Comité bipartite de suivi de la mise en œuvre du protocole d'accord entre le gouvernement et le SATB (Syndicat autonome des agents du Trésor du Burkina). En application du point 20 du protocole d'accord conclu, le 29 mai 2017, entre le gouvernement et le Syndicat autonome des agents du Trésor du Burkina (SATB) et par note de service 2017-004/MINEFID du 12 juin 2017, il est créé au sein du ministère de l'Economie, des Finances et

du Développement, un comité bipartite de suivi de la mise en œuvre dudit protocole d'accord.

Ce mercredi 14 juin 2017, ce comité bipartite a été installé par la secrétaire d'Etat chargée de l'aménagement du territoire, Pauline ZOURE. «Au nom de Madame le ministre de l'Economie, des Finances et du Développement, je déclare installé, ce jour 14 juin 2017, le comité bipartite de suivi de la mise en œuvre du protocole d'accord du gouvernement-SATB», a déclaré Pauline ZOURE. Ce comité est composé d'une dizaine de personnes. Au titre du gouvernement, Robert TONDE, conseiller technique du MINEFID,

Aminata OUEDRAOGO/SEMDE, directrice générale adjointe du Trésor et de la comptabilité publique, Hamidou SAWADOGO, directeur des Ressources humaines du MINEFID, Issa YONABA, chef de service des Ressources humaines de la Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique (DGTCP), Jean-Noel SAVADODO, chargé d'études à la cellule d'appui technique de la DGTCP. Au titre du Syndicat autonome des agents du Trésor du Burkina, Issouf SOUBEIGA, secrétaire général adjoint du SATB, San Pascal TRAORE, secrétaire à la formation syndicale et à la mobilisation, Madelaine SAMA/KABORE, secrétaire adjointe à l'organisation, Dimitri P. ZOUNGRANA, secrétaire général

La suite à la page 10

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 9

de la SATB, section de Ouaga 2000 et Sylvie Olga OUEDRAOGO/TARNAGDA, déléguée SATB. Au nom du ministre de l'Economie, des Finances et du Développement, Hadizatou Rosine COULIBALY/SORI, la secrétaire d'Etat chargée de l'aménagement du territoire, Pauline ZOURE, a souhaité que

le comité puisse atteindre les objectifs qui lui seront assignés. Pour ce faire, elle a invité ses membres à travailler dans un esprit de construction afin de permettre un franc succès de la mise en œuvre des engagements. Le syndicat a salué l'installation du comité et a invité les membres

représentant le gouvernement à faire en sorte que les deux parties puissent être satisfaites.

Rencontre d'échanges entre la ministre et les associations des personnes handicapées

Région du Centre

« Madame la ministre, ne nous laissez pas tomber ; nous comptons beaucoup sur vous », dit un représentant des personnes handicapées

La salle des Sports du Stade du 4 août a abrité le 13 juin 2017 une rencontre d'échanges entre la ministre de la Femme, de la Solidarité nationale et de la Famille, madame Laure Zongo/Hien et les représentants des associations des personnes handicapées. Pour l'occasion, elle avait à ses côtés, madame Yvette Dembelé, Secrétaire d'Etat chargée des Affaires sociales, des personnes vivant avec un handicap et de la lutte contre l'exclusion.

En plus de leur non accès à l'emploi, les représentants des personnes handicapées ont évoqué plusieurs



La ministre en charge de la solidarité nationale qui a apprécié ce cadre de concertation a remercié les uns et les autres pour leur présence à cette rencontre et a exhorté les personnes handicapées à mettre en place une structure faitière qui sera leur interlocuteur auprès des autorités.

difficultés relatives à l'absence de déplacements, les tricycles de financements pour mener motorisés par exemple, les difficultés d'accès aux bâtiments administratifs et surtout aux salles

La suite à la page 11

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 10



Nous sommes obligés de rester en bas pour après recopier ou photocopier les cours et cela nous demande des moyens financiers, or nous en avons pas », soulignent les étudiants handicapés.

de classe pour suivre les cours. « Nous sommes obligés de rester en bas pour après recopier ou photocopier les cours et cela nous demande des moyens financiers, or nous en avons pas », soulignent les étudiants handicapés. C'est alors, la main sur le cœur, qu'ils ont demandé à leur ministre de

tutelle « de ne pas les laisser tomber, d'être leur porte-parole et de les aider à être des hommes et des femmes intègres ». La ministre en charge de la solidarité nationale qui a apprécié ce cadre de concertation a remercié les uns et les autres pour leur présence à cette rencontre

et a exhorté les personnes handicapées à mettre en place une structure faitière qui sera leur interlocuteur auprès des autorités.

Brève

Mali: forte mobilisation à Bamako contre le projet de révision constitutionnelle

Au Mali, une nouvelle mobilisation d'opposants au projet de révision constitutionnelle s'est déroulée, dans le calme, dans la matinée de ce samedi 17 juin, à Bamako. Les deux précédentes manifestations avaient été dispersées dans la violence. —Le texte devrait être soumis à référendum, le 9 juillet.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Renforcement des capacités des députés sur la budgétisation sensible au genre et aux droits des enfants: l'expertise de l'ENAREF sollicitée

Région du Centre-Ouest



L'objectif global de cette formation est de permettre aux parlementaires d'acquérir les connaissances et les outils nécessaires à la prise en compte du genre et des droits des enfants dans leurs interventions dans le processus budgétaire.

Les députés membres de la commission finances et budget (COMFIB) et du Caucus Genre de l'Assemblée nationale bénéficient, du 14 au 16 juin 2017, à Koudougou, d'une formation sur le thème « Budgétisation sensible au Genre et aux droits des enfants ». L'objectif global de cette formation est de permettre aux parlementaires d'acquérir les connaissances et les outils nécessaires à la prise en compte du genre et des droits des enfants dans leurs interventions dans le processus budgétaire. La cérémonie d'ouverture a été

présidée par l'honorable Workya ROUAMBA, Coordinatrice du Réseau Caucus Genre, en présence du Dr Amadou Nébilma YARO, Directeur général de l'Ecole nationale des régies financières (ENAREF).

La tenue de l'atelier de formation au profit des parlementaires sur le thème « Budgétisation sensible au Genre et aux droits des enfants », du 14 au 16 juin 2017 à Koudougou, vise, d'une part, à informer les députés sur les proportions inquiétantes que prend le phénomène et d'autre part, les sensibiliser sur la nécessité d'intégrer l'aspect

Genre dans les politiques publiques au Burkina Faso.

Partout dans le monde, des inégalités entre femmes et hommes persistent dans tous les domaines : représentation politique, accès au pouvoir décisionnel, vie économique et emplois, accès à l'éducation, à la formation et aux facteurs de production, etc. Le Burkina Faso n'est pas en marge de cette réalité et cela malgré les efforts consentis par l'Etat, les ONG et associations de développement, la société civile et les partenaires techniques et financiers.

L'honorable Workya ROUAMBA, Coordinatrice du Réseau Caucus

La suite à la page 13

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 12



Grâce à cette formation, précise-t-elle, les députés disposeront désormais de compétences et d'outils nécessaires pour la prise en compte du genre et des droits des enfants dans l'examen et l'adoption des lois de finances.

Genre, lors de l'ouverture de la formation, a indiqué que le développement durable ne peut se concevoir sans la participation de toutes les couches socio-économiques, à savoir les femmes, les jeunes, les filles et les enfants. Grâce à cette formation, précise-t-elle, les députés disposeront désormais de compétences et d'outils nécessaires pour la prise en compte du genre et des droits des enfants dans l'examen et l'adoption des lois de finances. « Nous avons visé principalement la commission finances et budget, qui est la commission qui analyse les budgets pour qu'ils s'approprient les outils nécessaires afin que lors de la présentation du Budget, si l'aspect genre n'est pas prise en compte qu'on les renvoie à qui de droit pour que le genre soit vraiment une effectivité

et c'est un défi que nous nous sommes fixés et nous sommes engagés pour cela», a-t-elle confié.

Dr Amadou Nébila YARO, Directeur général de l'Ecole nationale des régies financières (ENAREF), dont l'établissement assure d'ailleurs l'organisation pratique et technique de cette session de formation, a abondé dans le même sens que la coordonnatrice du réseau Caucus Genre. Il a souligné l'importance du thème en indiquant que, quelles que soient les orientations retenues, aucune approche de développement ne saurait aboutir, sans la prise en compte des questions transversales telles le genre, les droits humains, l'environnement ou encore la jeunesse, dans la formulation des politiques sectorielles. Avant de clore son propos, Dr Amadou

Nébila YARO a exprimé sa gratitude à la Coopération Allemande, Pro-Enfant, le National Democratic Institute (NDI), l'UNICEF, qui ont œuvré pour la tenue de cette session de formation.

Au cours de cette formation plusieurs modules seront développés notamment la budgétisation sensible au genre et aux droits des enfants au Burkina Faso; les limites du budget classique (budget objet en matière de prise en compte du genre et de droits des enfants); l'analyse budgétaire sensible au genre etc.

ANNONCE



DOCTORAT

Centre d'Examen Européen

Doctorate Of Business Administration



Un diplôme de haut niveau qui permet aux professionnels

- ✓ D'évoluer dans un cadre d'excellence
- ✓ De côtoyer les références académiques et professionnelles internationales
- ✓ De s'ouvrir à la diversité de pensées et de cultures
- ✓ Et enfin d'être reconnu comme expert dans un secteur

Un programme Doctoral en trois ans (en moyenne) avec deux à trois séminaires par an

Dates de rentrées :

Le 15 Juin 2017 et Le 15 Décembre 2017

NB : les dossiers sont recevables un mois avant chaque date de rentrée

Un programme assuré par la Fondation Sciences-Campus, l'École Doctorale de la FEDE, l'Institut de Recherche de la FEDE et OTC Burkina

Avenue Sembene Ousmane, Ouaga 2000, 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Burkina Faso
en face de la station TOTAL Ambassade,

Tél : +226 72 07 20 20 / +226 66 20 00 26 / +226 77 20 00 26

Email : contact@ebs-edu.fr Site web : www.sciences-campus.org

JOBS CAMPUS

Avis de recrutement

Poste: Dean of School of Hospitality and Tourism (Directeur de l'École Hôtelière et de Tourisme)

Description

Pour un Sourire d'Enfant (PSE) est un organisme sans but lucratif établie au Cambodge en 1995. La mission de PSE est de transformer la vie de hachage de children sans défense et de la faim dans un bel avenir. Plus de 6 000 enfants et étudiants sont actuellement dans les programmes d'enseignement postsecondaire. L'Institut PSE (PSE-I) a été créé en 2002 pour offrir une formation professionnelle à ses élèves, en leur donnant une chance d'obtenir un emploi qualifié. PSE-I a été officiellement reconnu en 2011 par le Cambodge Ministry du Travail et de la formation professionnelle. Il accueille environ 1 500 étudiants. L'École d'hôtellerie et du tourisme est l'une des quatre écoles de l'Institut PSE, les autres étant l'École des affaires, l'École de technologie et de l'École des médias.

La présente offre d'emploi est un poste de doyen de l'École d'hôtellerie et du tourisme. Le doyen fera rapport au directeur de l'Institut PSE. Ses responsabilités seront les suivantes: le programme d'étude, la gestion de projet, la gestion, le partenariat et la communication

Ville **P H N O M**
PENH CAMBODGE

Expériences /
Formation du candidat

HÔTELLERIE ÉCOLE Graduate; expérience de cinq ans dans les domaines des affaires et de l'éducation. Capacité de participer à des réunions et des présentations internationales. expérience de cinq ans dans la gestion des équipes. Le candidat doit être à l'aise pour travailler dans un environnement multiculturel.

Langues parlées

Niveau élevé de l'anglais (courant, professionnel et des affaires, et en rapport avec le monde de l'hospitalité)

Qualité du candidat

Niveau élevé dans: Les valeurs et l'éthique, la flexibilité et l'adaptabilité, impact sur les autres, la collaboration, des programmes et services Excellence, Gestion de Ressources, Initiative, et autres leaders du développement des autres.

Description détaillée de l'emploi sur demande

Consultez le site pour des informations complètes concernant PSE www.site-pse.org

Fonctions **Communication, Encadrement, Direction, Organisation, Administration**

Activités **A n i m a t i o n , Formation, Education**

Pays **Asie, Cambodge**

Contrat **V o l o n t a r i a t / service civique**

Durée du contrat

Un an renouvelable, avec la disponibilité de deux ans si possible.

Salaire / Indemnité

billet d'avion aller et retour, plus un billet d'avion rond une fois par année au pays d'origine.

Indemnité à un niveau qui permet adéquate conditions de vie indépendantes à Phnom Penh.

Documents à envoyer

CV et lettre de candidature avec des motivations

Nom de la personne contact

Blandine Gravereau

Email de la personne contact
blandinegravereau@hotmail.com

Date de fin de validité **31/10/2017**



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

**Poste: Chef de Projet
JADES Mali & Niger**

Description

**CHEF DE PROJET JADES
(Jeunes et Adolescents En
Santé) – MALI & NIGER**

Solthis est une ONG de solidarité internationale dont l'objectif est d'améliorer la prévention et l'accès à des soins de qualité en renforçant les systèmes et services de santé des pays où elle intervient.

Créée en 2003 par des médecins-chercheurs de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, Solthis inscrit son action dans une démarche de développement pérenne afin de faire face sur le long terme aux enjeux de santé publique dans les pays à ressources limitées.

Solthis, qui intervient depuis 2003 au Mali et depuis 2004 au Niger, a lancé, en partenariat avec l'ONG Equilibres et Populations, en janvier 2016 et pour une durée de 3 ans, un projet pilote de promotion de la santé sexuelle chez les adolescents du Mali et du Niger pour réduire les nouvelles infections VIH et la mortalité liée au VIH/Sida.

Ce projet reçoit le soutien financier de l'Initiative 5% Sida, Tuberculose, Paludisme mise en œuvre par Expertise France et pilotée par le Ministère français des Affaires étrangères et du Développement International.

Ce projet repose sur deux objectifs spécifiques :

1 – Identifier les déterminants de l'accès aux soins et de la contamination VIH chez les adolescents et mettre en œuvre et évaluer des stratégies innovantes de promotion de la santé sexuelle pour les adolescents afin de réduire les comportements à risque et réduire les nouvelles infections parmi les adolescents

2 – Améliorer l'accès des adolescents infectés par le VIH à une prise en charge adaptée et de qualité

Responsabilités du poste

Régions d'intervention :
**Bamako et Ségou pour le Mali,
Niamey et Maradi pour le Niger**

Le Chef de projet, basé à Bamako, est placé sous la responsabilité hiérarchique du Chef de Mission Mali et à un lien fonctionnel avec la CDM du Niger pour la dimension nigérienne du projet.

Ses principales responsabilités sont :

La coordination et suivi des activités du projet,

L'encadrement et l'animation de l'équipe du projet,

Le suivi budgétaire du projet

La représentation et gestion des différents partenariats

(Equilibres et Populations, associations maliennes et nigériennes, laboratoires socio anthropologiques, bailleurs de fonds, partenaires publics...)

Il/Elle encadrera notamment les équipes projets des deux pays composées d'un responsable médical et d'un responsable mobilisation communautaire dans chaque pays.

A c t i v i t é s

Coordination mise en œuvre et suivi des activités

Assure la planification et le suivi de la mise en œuvre dans les temps des activités dans les deux pays

Assure le lien opérationnel entre les membres des équipes au Niger et au Mali

Rédige les rapports narratifs liés au projet (en interne et en direction des bailleurs) et participe à l'élaboration des rapports mensuels et annuels en collaboration avec les Chefs de Mission.

Coordonne dans les temps la production des rapports narratifs et financiers semestriels avec les membres du consortium.

Développe une relation partenariale de qualité avec nos partenaires opérationnels, membres du consortium du projet (associations, structures de prise en charge, institutions sanitaires publiques)

Coordonne les expertises

La suite à la page 17

JOBS CAMPUS

La suite de la page 16

externes appuyant le projet (notamment dans le champ de la recherche socio anthropologique)/ Ecriture des TDRs des missions d'expertise, suivi des travaux, capitalisation des résultats.

Coordonne dans les deux pays l'évaluation externe mi-parcours du projet

Gestion d'équipe

Définit les objectifs de son équipe et revue des profils de poste, suivi individuel et évaluation de chaque membre de son équipe dans les deux pays.

Planifie les activités de l'équipe. Valide l'organisation des équipes et les plannings pour les missions terrains

Organise régulièrement des réunions d'équipe et des points individuels afin de s'assurer du bon déroulement des opérations, notamment à distance avec l'équipe au Niger.

Suivi budgétaire

Valide les dépenses en accord avec le budget, dans le respect des procédures et en collaboration avec les Administrateurs nationaux et la Coordinatrice administrative et financière (CAF) siège

Est garant de l'allocation des dépenses dans le budget.

Participe au suivi prévisionnel des dépenses.

Coordonne les revues

budgétaires du projet

Est force de proposition pour des réallocations budgétaires éventuelles

Coordonne les propositions d'avenants budgétaires

Représentation et Partenariat

Représente Solthis dans le cadre de ce projet auprès des autorités locales au Mali et au Niger, des bailleurs de fonds notamment Expertise France, des partenaires et des autres organisations internationales.

Assure le lien avec les référents techniques d'Equilibres et Populations, coordonne leurs missions terrains.

Organise les réunions trimestrielles du projet avec les différents membres du consortium et partenaires de chaque pays

Participe aux différentes réunions techniques (autorités sanitaires, bailleurs, inter ONG) pour assurer une large visibilité du projet auprès des autorités locales des deux pays.

Autres responsabilités

Informe régulièrement l'équipe Solthis Mali et l'équipe Solthis Niger sur la mise en œuvre du projet

Participe au développement programmatique des missions notamment dans le cadre de nouveaux appels à projet

Appuie si besoin les Chefs de

mission dans des négociations avec des bailleurs de fonds

P r o f i l

Expérience : 3 ans d'expérience minimum dans la coordination de projets en solidarité internationale

Expérience en promotion de la santé et mobilisation communautaire

Expérience dans la coordination multipartenaires d'un projet

Expériences préalables dans des pays à revenus limités

Expérience dans le domaine de la Santé reproductive des adolescents sera un plus

Expérience en Afrique de l'Ouest appréciée

Compétences attendues :

Compétences en gestion de projet obligatoires (idéalement Master et/ou Bioforce)

Compétences en gestion budgétaire

Compétences rédactionnelles

Bonne utilisation Pack Windows et internet

Savoir être :

Diplomatie, capacités communicationnelles, autonomie, sens des responsabilités

La suite à la page 18

JOBS CAMPUS

La suite de la page 17

Engagement	associatif	Fin aout 2017 sur le terrain après un briefing siège à Bagnolet d'une semaine	de clore un recrutement avant la date d'échéance de l'annonce. Merci de votre compréhension
Langue	:	Français	
C o n d i t i o n s		Indemnités : salaire selon expérience + package (assurance santé, transport, logement collectif, per diem 500€ mensuel).	Ville B a m a k o Fonctions Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction
Statut	:	Volontaire ou salarié selon profil	Activités S a n t é Pays Afrique, Mali, Niger
Lieu de travail : Bamako avec déplacements fréquents au Niger (15 jours tous les 2 mois) et en région à Ségou. Poste à forte mobilité en régions et dans les deux pays		Candidature	Contrat C D D Date de fin de validité 07/07/2017
Durée du contrat : 12 mois renouvelable		Adresser CV, lettre de Motivation et dates de disponibilités avant le 07/07/17 à recrutement@solthis.org en précisant en objet « Chef de Projet JADES ».	
Date de prise de poste :		Solthis se réserve la possibilité	



Avis de recrutement

Poste: Responsable Juridique du pôle Non-Profit

Description

Positive

Planet

La mission de Positive Planet est, partout dans le monde, d'aider les femmes et les hommes à créer les conditions d'un monde meilleur pour les générations futures.

Positive Planet est née de la croissance et de la transformation de PlaNet Finance, dont le mandat initial depuis sa création en 1998 était de lutter contre la

pauvreté par le développement de la microfinance. En 20 ans, l'inclusion financière a évolué. D'une série de petites initiatives, elle est aujourd'hui devenue un mouvement de grande ampleur offrant des services financiers et non financiers, améliorant la vie de centaines de millions de personnes.

Aujourd'hui, le défi de notre monde n'est pas tant le développement en lui-même que sa qualité et son orientation vers le long terme : qu'il soit équitable, que l'environnement

soit sain, que l'eau soit distribuée, que l'énergie soit abondante et durable, que l'éducation et la santé soient accessibles à tous, et que le développement offre un toit à tous.

<http://www.positiveplanet.ngo/>

M i s s i o n s

Le / La Responsable Juridique du pôle non-profit est placé(e) sous l'autorité du Secrétaire Général de l'ONG, et remplira

La suite à la page 19

JOBS CAMPUS

La suite de la page 18

les missions suivantes : Rédiger et mettre à jour une base de contrats-type ;
Établissement des documents légaux et suivi de la bonne gouvernance :

Assurer la bonne gouvernance des bureaux à l'étranger (délégations de pouvoirs, bonne tenue des Boards et suivi de la clôture des comptes, respect des obligations juridiques et fiscales) ;

Apporter un appui juridique aux bureaux sur diverses formalités (légalisations, formalités de renouvellement de licences, création de bureaux de représentations...) ;

Appuyer la gouvernance du pôle Non Profit : préparation des CA et des AG ;

Gérer le portefeuille de marques du pôle Non Profit.

Rédaction et suivi des contrats

Elaborer et revoir divers contrats (français et internationaux), en appui aux projets mis en œuvre par le pôle Non Profit dans tous le domaine d'activité (contrats bailleurs, contrats partenaires, contrats sous-traitance, contrats consultants...) ;

Participer à la négociation et rédaction des baux commerciaux ;

Apporter un appui aux opérationnels sous différentes formes : réponses aux appels d'offres, rédaction d'accords-cadres ou procédures négociées, des conditions générales de vente, des contrats de partenariats... ;

Rédiger et mettre à jour une base de contrats-type ;
Négocier et rédiger les contrats liés à la propriété intellectuelle (droit des marques, noms de domaine...).

Mise en place et suivi d'une veille juridique

Assurer une veille juridique permanente sur les activités du pôle Non Profit en suivant à la fois l'évolution des réglementations nationales, européennes et parfois internationales ainsi que la jurisprudence et informer les différents acteurs du pôle des différentes évolutions susceptibles d'influencer le groupe ;

Assurer une veille économique et concurrentielle de manière à informer la direction générale et/ou les directions opérationnelles sur les pratiques des autres entreprises du secteur ;

Recherches juridiques et rédactions de mémos sur divers aspects liés à l'activité du Pole Non profit ;

Collecter l'ensemble des informations auprès des directions opérationnelles : sources documentaires, veille concurrentielle, réalisations en interne... ;

Utiliser les bases de données juridiques correspondant aux activités spécifiques des structures ;

Fiscalité : analyse de questions fiscales diverses ;

Droit social (appui

ponctuel à la DRH) ;
Gestion des assurances (audit et suivi des assurances).

Conseil des opérationnels

Assurer une activité d'information et de conseil au sein des structures, notamment auprès des opérationnels et de la direction générale sur des problématiques juridiques liées aux projets (droit commercial, de la concurrence, de la construction, droit d'auteur, fiscalité, droit social, droit du transport, droit communautaire...) ;

Rédiger des notes d'information et recommandations juridiques pour les opérationnels dans une optique de mise en conformité de l'entreprise avec la législation en vigueur ou permettre d'anticiper les changements réglementaires ;

Former les équipes en relation avec les partenaires à apporter des réponses à caractère juridique ;

Elaborer et animer des actions de formation sur des thématiques juridiques liées aux activités des structures.

Gestion du précontentieux et du contentieux

Répondre aux courriers de litige ;

Gérer et instruire les dossiers : mettre en œuvre et effectuer les procédures de mise en demeure, d'assignation en justice ;

Proposer des solutions à

La suite à la page 20

JOBS CAMPUS

La suite de la page 19

l'amiable pour certains dossiers ;

Rédiger des recours ;

Prendre contact avec des avocats dans le cadre de procédures judiciaires ;

Décider au besoin d'injecter appel et/ou de se pourvoir en cassation ;

Veiller au règlement des litiges potentiels ;

Décider si nécessaire de la nature de l'action à mener en justice (pénal, civil, commercial).

Ville Courbevoie - France

Expériences / Formation du candidat

Issu(e) d'une formation supérieure en droit (idéalement droit des affaires), vous disposez d'une

expérience d'au moins 5 ans à une fonction semblable

Langues parlées

Maîtrise de l'anglais oral et écrit indispensable

Qualité du candidat

Bon relationnel, capacité d'écoute et d'adaptation aux différents interlocuteurs et à l'environnement de travail ;

Autonome, rigoureux(se), réactif(ve) et opérationnel(le), vous êtes force de proposition ;

Maîtrise du Pack Office.

Fonctions A u t r e

Activités S o c i a l

Pays Europe, France

Contrat C D I

Salaire / Indemnité

Rémunération : 33k-35k brut annuel selon profil

Autres avantages : 50% du titre de transport + 60% de prise en charge des tickets restaurant

Documents à envoyer

Merci d'envoyer votre CV et lettre de motivation sous la référence « Responsable juridique »

Email de la personne contact recrut@positiveplanet.ngo

Date de fin de validité 30/06/2017



Avis de recrutement

Poste: UN CHARGE DE PROJET AMENAGEMENT D'ESPACES (H/F)

Description

Mission : Sous la responsabilité du Responsable des services généraux, vous aurez pour mission de coordonner l'aménagement des bureaux du siège d'Action Contre la Faim et optimiser les espaces de travail, de détente et de réunion en prenant en compte les contraintes

techniques, financières et organisationnelles. Plus précisément, vos responsabilités seront les suivantes :

Etude de faisabilité et cadrage

Auditer les locaux

Elaborer la charte d'aménagement et les règles d'aménagement

S'assurer du respect du code du travail et de la réglementation incendie

Mettre à jour l'ensemble des plans sous format « Autocad »

Mettre en place un partenariat avec l'utilisateur des locaux et les différents intervenants aux opérations de transferts

Planifier les différentes étapes du projet

Conception et design des aménagements et agencements intérieurs

Collecter les besoins des clients internes et réaliser

La suite à la page 21

JOBS CAMPUS

La suite de la page 20

les divers inventaires
Analyser les contraintes techniques du bâtiment (tramage, calepinage des plafonds, éclairage, ventilation, climatisation, évacuations, ...)

Traiter les données en réalisant une synthèse pour l'élaboration d'un macro-zoning

Elaborer des plans d'implantation des unités et des collaborateurs sur les sites de départs et d'arrivées ainsi que les plans des locaux spécialisés

Réaliser des vues 3D et faire des propositions d'amélioration d'aménagement

Etablir une base de données par collaborateur transféré (départ, arrivée et tous attributs)

Gestion des achats et suivi des travaux et aménagement des espaces de travail

Effectuer les demandes de devis aux fournisseurs et l'analyse du marché en concordance avec les seuils et procédures d'achats

Faire le lien avec le Service Achats pour les gros volumes en vue d'établir des contrats cadres

Rédiger le tableau comparatif des offres pour soumission au responsable de service

Assurer les commandes Agresso et fournisseurs

Assurer le suivi, la réception et le contrôle des marchandises

Assurer la constitution et la clôture du dossier d'achat en vue du traitement par la comptabilité et dans le respect des règles bailleurs

Coordonner et superviser les aménagements des espaces de travail

Assurer la disponibilité de ressources nécessaires (humaines et matérielles)

Etre l'interlocuteur référent avec les intervenants

Accompagnement à la conduite du changement

Communiquer autour du ou des projets

Animer les équipes de travail,

Accompagner les collaborateurs dans les différents projets

rédiger les comptes rendus et les transmettre aux équipes et responsables de service concernés

Contribution au fonctionnement et à l'amélioration du service

Assurer un reporting qualitatif et quantitatif des activités

Contribuer au respect, au maintien et à l'amélioration des processus du service

Etudier et mettre en œuvre des solutions matérielles et fonctionnelles permettant d'améliorer l'activité du service et les conditions de travail des collaborateurs

Profil recherché : De formation type Bac + 2 en bâtiment / génie civil, vous justifier d'une expérience d'au moins 2 ans sur un poste similaire.

Créatif et force de proposition, vous avez de l'expérience en gestion de projet dans le domaine

de l'aménagement d'espace de travail et savez utiliser les logiciels Autocad, Sketchup. Anglais courant est un plus.

Statut: Cadre – CDD jusqu'au 31 décembre 2017 – Temps Plein

Conditions Salariales : De 32.3 K€ à 37.2 K€ bruts annuels sur 13 mois selon expérience, 21 jours de RTT, titres restaurant à 8 € (prise en charge à 60% par ACF), complémentaire santé (prise en charge à 80% par ACF), remboursement 50 % transport en commun.

Prise de poste : 15 juin 2017

Conditions particulières et aptitudes : Station assise prolongée, expression orale, travail sur écran, contacts téléphoniques.

ACF est engagé dans une politique d'emploi en faveur des travailleurs handicapés.

Ville P a r i s

Fonctions Gestion Coordonation de projet

Activités Logistique Mécanique

Pays Europe, France

Contrat C D D

Postuler en ligne <http://recrutement.actioncontrelafaim.org/positions/view/2754/Un-Charg-de-Projet-Amnagement-dEspaces-HF/>

Date de fin de validité 31/07/2017

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Tchad/
RCA – **Psychologues**

Accueil » Tchad/
RCA – **Psychologues**

Description

COOPI est une organisation non gouvernementale italienne, indépendante et laïque, engagée dans la lutte contre les injustices sociales et la pauvreté dans le Sud du monde et dans la construction d'un futur dans lequel soient garantis pour tous de bonnes conditions de vie, le respect des droits et la parité des opportunités. Depuis 1965, COOPI a réalisé plus de 1.600 projets de développement et interventions d'urgence dans 50 pays, employant plus de 30 mille opérateurs locaux et assurant un bénéfice direct à plus de 50 millions de personnes. En Afrique, en Amérique Latine, en Asie et dans l'Europe de l'Est, COOPI favorise l'accès à l'eau et le droit à la santé et à l'instruction des communautés les plus pauvres. COOPI assure aussi une assistance immédiate et à long terme aux populations touchées par les guerres ou les catastrophes naturelles. Le siège central de COOPI est à Milan (Italie), mais pour la réalisation des projets, COOPI s'appuie sur un réseau de sièges périphériques (régionaux et nationaux) dans les pays où ses activités sont plus importantes. www.cooopi.org

CONTEXTE ET ENJEUX DU POSTE

Dans le cadre de ses activités en

Afrique de l'Ouest et Centrale, liées aux crises qui frappent les Pays de la Région (crise du Lac Tchad, conflit armé en République Centrafricaine, ...), COOPI intervient en soutien des populations dans plusieurs domaines.

Notamment, afin de garantir l'appui psychosocial aux victimes de VBG, aux enfants séparés et non accompagnés, aux déplacés et, plus en général, aux victimes de violence, COOPI met en œuvre des projets de Protection, financés par différents bailleurs institutionnels.

Le staff engagé dans ces projets est non seulement gestionnaire, mais surtout du staff technique en psychologie et soutien psychosocial.

Pour cette raison, COOPI recherche souvent des Psychologues à recruter, surtout pour les missions du Tchad et de la République Centrafricaine.

R e s p o n s a b i l i t é s

Objectif et résultats demandés

Assurer la programmation, responsabilité de la réalisation et le suivi des activités du volet protection du projet. Garantir les services de protection pour les vulnérables en réduisant les risques de violation des droits humains et en promouvant les systèmes communautaires de protection

Activités Principales : Formation du personnel du projet (conseillers psychosociaux, animateurs communautaires,

points focaux), sur la prise en charge psychosociale et psychosociale individuelle et collective des victimes; tenue de séances de débriefing émotionnel collectif et proposition d'un parcours de counselling individuel et collectif et référence vers les structures adaptées; Activités psychosociales et récréatives à mettre en place, pour enfants et adultes; formation des membres clés de la communautés sur le soutien psychosociale spécifique (femmes, hommes, enfants)

Résultats attendus:

Contribuer à l'identification des staffs les problèmes psychologiques des bénéficiaires du projet et aider les équipes à y faire face en mettant en place des moyens pour répondre efficacement en apportant le secours aux victimes.

Former les équipes du projet et des partenaires locaux sur les approches, méthodologie et outils pour comprendre comment les victimes de VBG et d'autres formes de violence sont affectées par leur participation dans les conflits armés et à l'occurrence par les combats. Pour les staff qui travaillent directement avec les victimes, organiser des formations sur les stratégies, les bonnes pratiques et les principes d'actions;

Renforcement des capacités (formation et/ou recyclages) des Agents sociaux du projet et des partenaires locaux à donner les premiers secours psychologiques et à savoir

La suite à la page 23

JOBS CAMPUS

La suite de la page 22

référer les cas difficiles, savoir quand apporter, où apporter et comment apporter ces premiers secours psychologiques.

Former et mettre à jour le personnel du projet (conseillers psychosociaux, animateurs communautaires) sur la bonne utilisation des outils d'évaluation de la situation et de prise en charge psychologique et psychosociale individuelle et collective des victimes;

Évaluer les besoins de formation du staff du projet et les aider à mettre en place des stratégies d'aides

Organiser des réunions techniques avec les staffs

Organiser les ateliers avec les membres des réseaux communautaires de protection en vue d'élaborer avec eux les stratégies d'accompagnement et de soutien communautaire aux bénéficiaires affectés par les conflits armés psychosociales;

Prise en charge directe des cas plus complexes demandant la compétence de psychologue;

Etablir les critères de vulnérabilité psychologique et psychosociale et structurer une démarche de détection des risques psychosociaux principaux dans les communautés cibles

Mettre en place et animer le dispositif de débriefing émotionnel collectif (formation des membres, mise en place et animation des réunions, capitalisation progressive de l'expérience acquise)

Tenir à jour une base de données de référencement pour les orientations psychologiques, médicales et communautaires (autres activités)

Organiser et structurer des espaces de paroles collectifs

S'assurer du suivi des indicateurs d'activité du projet

Créer des fiches techniques et procédures pour la mise en place et l'évaluation des activités de débriefings émotionnels et d'écoute

Jouer un rôle d'interface avec des interlocuteurs externes des domaines médicaux

Proposer et superviser les activités psychosociales et récréatives à mettre en place, pour enfants et adultes

Participer à la rédaction des nouvelles propositions de projet

Moyens et outils

Ils seront mis à disposition par le Projet et la Coordination de COOPI.

Organisation et coordination

L'interlocuteur direct pourra être le Chef de Mission, le Chef de Base ou le Chef de Projet, selon le contexte et le projet d'affectation, des échanges techniques avec le focal point protection de COOPI sont aussi prévus

Profil du Candidat (Formation, Exp., Compétences, Attitudes)

E S S E N T I E L

Psychologue doté(e) d'une formation universitaire supérieure de type Bac+5;

Expérience en psychologie clinique et/ou en psychopathologie (victimologie, cellule d'urgences médicales etc.);

Expérience en intervention humanitaire d'urgence;

Excellente capacité d'écoute et d'empathie;

Excellente sens de la confidentialité;

Faire preuve d'une très bonne capacité rédactionnelle, organisationnelle et d'initiative;

Aimer le travail minutieux et avoir le souci de la qualité;

Excellente capacité d'entretien des relations formelles avec membres des autorités communautaires, religieuses et étatiques à différents niveaux;

Excellent sens de la confidentialité;

Autonomie dans la gestion des priorités, vous savez prendre des décisions dans l'urgence, et établir une relation de confiance avec vos interlocuteurs;

Maîtrise du Français et l'Anglais indispensable;

Habilité à motiver et accompagner les équipes nationales;

Excellente gestion du stress, capacité à s'adapter à un environnement simple;

Respect des valeurs/mission COOPI.

La suite à la page 24

JOBS CAMPUS

La suite de la page 23

LE COOPERANT COOPI
 COOPI intervient dans des situations de développement et de crises souvent défavorisées et difficiles à gérer.

Le coopérant COOPI doit prendre la bonne décision au bon moment.

Il sait lire et interpréter le contexte dans lequel il agit et qui se transforme souvent très rapidement. Il est capable de respecter les valeurs de l'ONG, d'établir relations positives avec ses supérieurs, ses collègues et collaborateurs.

Le coopérant COOPI travaille habituellement dans des contextes multiethniques, ce qui exige de la souplesse et le respect de l'autre, expatrié et personnel local.

En considération du milieu souvent défavorisé et du poids des responsabilités, il faut posséder une réelle motivation, énergie et une grande flexibilité, disponibilité pour aller parfois au-delà de ses propres tâches selon les besoins de la mission, en utilisant l'expérience, l'enthousiasme et l'esprit d'équipe.

C a n d i d a t u r e s

En raison de la nature du travail et de la complexité de l'environnement dans lequel le poste évolue, on demande à l'expatrié collaboration, adaptation et flexibilité. La révision des tâches et responsabilités sera effectuée après discussion avec le représentant responsable COOPI.

Fonctions Technicienspécialiste

Activités Animation, Formation, Education, Autre

Pays A f r i q u e , Centrafrique, Tchad

Contrat C D D

Postuler en ligne <http://www.coopi.org/lavoro/psychologues-afrique-centrale-et-de-louest/>

Date de fin de validité 19/06/2017

Un succès européen
Une opportunité pour tous

Cette formation européenne regroupe plus de 50.000 jeunes certifiés

Contact

Sciences - Campus
 Centre d'Examen Européen

Avenue Sembène Ousmane
 Ouaga 2000

02 BP 5805 Ouaga 02 Burkina Faso
 Tel : +226 72 07 20 20 / +226 66 20 00 26
 Email: contact@ebs-edu.fr

Le Permis de Conduire de l'Entrepreneur Européen

Coût 200.000 FCFA

Un certificat européen en formation e-learning

Savoir comment l'entreprise fonctionne

Développer ses aptitudes à être entrepreneur

Formation entièrement en ligne

Début des cours
 15 Janvier
 15 Février
 15 Mars
 15 Avril
 15 Mai
 15 Juin
 15 Juillet
 15 Août
 15 Septembre
 15 Octobre
 15 Novembre
 15 Décembre

www.sciences-campus.org

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en version numérique à télécharger.



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

17/06/2017 AU 24/06/2017 Groupe III

Ave Maria 25 47 98 88	Hosanna 25 41 26 48	Sacré cœur 25 34 60 60
Balkuy 25 37 51 36	Jeunesse 25 34 35 04	Saint Julien 25 38 06 10
Baraka 25 33 02 72	Kamin 25 34 30 28	Saint Lazare 25 36 86 48
Belle ville 25 40 84 14	Kilwin 25 50 84 62	Saint Michel 25 45 48 08
Cathédrale 25 31 28 07	La Sainte Trinité 25 41 26 46	Santé-validité 68 91 87 04
Charis 25 47 98 78	Mariama 25 30 05 76	Savane 25 31 13 48
Concorde 25 31 29 49	Naab Raga 25 30 06 27	Taoko 25 36 69 27
Coura 25 38 83 90	Naaba Koom 25 35 70 46	Téranga 25 36 09 70
Djimbria 25 35 77 65	Nagrin 25 46 90 48	Wend denda 25 31 09 64
Dunia 25 36 20 51	Nazani 25 36 65 10	Yennega 25 37 03 37
Ecoles 25 31 52 32	Ninrwa 25 41 80 38	Zone I 25 48 15 13/53
Fraternité 25 36 48 00	Noom-Wendé 25 50 31 17	Zoungrana 25 40 98 75
Galliam 25 35 28 44	Pissy 25 43 13 35	

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Bobo-Dioulasso

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de reportage
- Alfred Syé KAM
- Aminata PORGO
- Augustin NIKIEMA

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédéric PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjoman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
Eliane BAYALA
Aminata PORGO
Bernard HIEN
Oeil du professionnel

Distribution
Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique
+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso
Tél: +226 20954746
+226 72070909

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

✓ **Couverture médiatique**

✓ **Publicité**

✓ **Communication**



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info

226 76609721/ 72080505/ 72072121

05BP5805 Ouaga02

Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO